

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Carrières-sous-Poissy

Lundi 12 septembre 2016

Campagne des Primaires à droite comme au PS :

La mascarade des démagogues

À droite comme au PS, c'est le défilé des aspirants candidats à l'élection présidentielle. Sarkozy et Hollande ayant tellement dégoûté la population avec leur politique anti-ouvrière, tous leurs seconds couteaux se disent qu'ils ont une chance. Mais ce qu'ils ont à proposer n'est pas bien différent : austérité et suppressions d'emplois pour les travailleurs, allègements d'impôt pour le patronat. Quand ils cherchent à se distinguer, c'est en allant toujours plus loin vers les idées nauséabondes du Front national, en déployant un discours anti-immigrés qui ne vise qu'à diviser les travailleurs.

Ne nous laissons pas diviser

Les premiers à subir la surenchère démagogique des futurs candidats sont les migrants. Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, s'est rendu à Calais la semaine dernière pour annoncer le démantèlement à venir de la « jungle ».

Si les conditions de vie dans le camp s'aggravent de jour en jour, c'est d'abord du fait du harcèlement de la police. Le démantèlement du camp de Calais n'aurait pour seul résultat que de constituer un autre camp ailleurs, plus précaire encore. Comme à Paris, où les opérations policières se sont multipliées contre des campements ces derniers mois, sans que les migrants délogés n'aient de solution d'hébergement.

Ce monde tourne vraiment à l'envers. Nos dirigeants multiplient les guerres, soutiennent des dictateurs à travers le monde et provoquent la misère aux quatre coins de la planète. Mais ceux qui tentent de fuir ces situations se retrouvent accusés et pourchassés. La politique de l'Europe des barbelés, de fermeture de frontières et de répression policière, fait des milliers de morts chaque année. Les criminels, ce sont nos gouvernants.

Comment faire entendre le monde du travail

À la fête de l'Humanité, le PCF a prétendu œuvrer pour l'unité à la gauche du PS en réunissant les Montebourg, Hamon, Duflot et autre Mélenchon. Tous d'anciens ministres, qui se sont affichés contre

la loi Travail mais en avaient accepté bien d'autres lorsqu'ils étaient au gouvernement. Chacun écoutant son ambition, pas sûr qu'ils parviennent à une candidature commune. Mais quelles que soient leurs tractations, ils n'offrent aucune perspective de mobilisation pour le monde du travail.

Ces intérêts des travailleurs, il faudra les défendre dans les usines, dans les entreprises, dans les services publics et dans la rue. C'est sur le terrain de la lutte des classes que les travailleurs se feront entendre.

La journée de mobilisation appelée par les syndicats le 15 septembre sera une occasion de réaffirmer que, si la loi Travail a été adoptée au parlement, elle est toujours rejetée par la population.

Cette mobilisation, il faudra la poursuivre, contre la loi Travail, mais aussi contre les nouveaux plans de licenciements, comme à Alstom et SFR, contre les plans de compétitivité et toutes ces attaques annoncées. Le patronat, lui, n'attend pas 2017 pour mener sa lutte de classe, alors à notre tour de mener la nôtre !

**Tous à la manifestation,
jeudi 15 septembre
À Paris : 14 heures à
Bastille**

La direction rendue hystérique par des Pokémons

La direction de Carrières nous a déjà envoyé deux mails pour nous interdire de jouer à Pokémon lors de nos déplacements professionnels. Elle nous prend vraiment pour des gamins !

On n'a plus l'âge d'avoir l'autorisation ou pas de s'amuser. De son côté, la direction ferait mieux de chercher de nouveaux salariés sur les postes vacants. Beaucoup moins difficile à trouver.

Occupe-toi de tes...

La direction, toujours aux petits soins au sujet de notre santé, et en fait de son portefeuille, nous rappelle tous les dangers permanents qui nous guettent. Cette fois-ci, gare aux méchantes salissures qui se logent dans les yeux des salariés que la direction semble prendre pour des manchots.

Si elle croit pouvoir régir jusqu'à nos moindres faits et gestes, elle se fourre le doigt dans l'œil !

« PSA embauche... tout en réduisant ses effectifs »

C'est le magazine économique *Challenges* qui titrait comme ça en juillet. On n'aurait pas mieux dit. L'accord NCS2 signé cet été prévoit le recrutement de 6 000 « emplois jeunes » en 3 ans (des contrats précaires subventionnés par l'État, donc sur nos impôts). Seuls 1 000 CDI seront créés, à comparer aux 17 000 emplois perdus récemment dans le groupe PSA France. Au même moment, il programme plus de 18 000 mobilités internes (et donc une forte instabilité des postes). Et l'accord n'apporte aucune garantie sur le maintien des sites industriels.

On veut notre fric

Avec 1,2 milliards d'euros de bénéfices nets en 6 mois en 2016, PSA fait autant que pour la totalité de l'année 2015. Il y a même eu record de rentabilité pour le groupe avec 6,8 % au lieu de 5 % en 2015. Les ventes en Europe ont progressé de 7,4 %. Bref c'est la fête aux actionnaires. Avec 1,2 milliards en 6 mois, on peut augmenter de 1 100 € le salaire mensuel des 184 000 salariés du groupe. Ces profits sont faits avec notre travail et sur le blocage de nos salaires. À nous d'arracher ce qu'ils nous doivent !

Un nouveau véhicule : gage d'avenir ?

À PSA Sevelnord, la direction annonce qu'elle veut diviser par 2 la superficie de l'usine pour janvier 2018. Il est déjà prévu de faire disparaître plus de 10 % des effectifs. Cette usine multiplie les allongements d'horaires et samedis travaillés, y compris les jours fériés comme le 15 août dernier.

En fait le site se porte très bien avec le lancement réussi du véhicule K-zéro. Mais voilà, les actionnaires en veulent toujours plus, et le but est de surcharger au maximum les ouvriers restants. La seule chose qui garantira un avenir aux salariés de cette usine comme de la nôtre ce sont nos luttes.

Il y a en un des deux qui ment

Lors du bilan financier du groupe fin juillet, Tavarès a clairement expliqué que le Brexit n'a eu aucune influence sur les ventes de véhicules PSA. Pourtant à PSA Poissy, la direction avait dit que le chômage prévu en septembre était dû au Brexit. Tant que les travailleurs n'auront pas imposé la transparence totale des comptes, elle pourra continuer à dire n'importe quoi.

Ca sent l'enfumage à plein nez

Cet été le *Financial Times* a dévoilé que l'État aurait dissimulé les mauvais résultats de certains véhicules Renault suite aux essais de la commission Royal. Pour une soi-disant commission transparente et indépendante, on repassera. Que l'état défende les profits des industriels au détriment de la santé des salariés ce n'est pas un scoop. On peut parier qu'il en est de même pour PSA. Et le rapport laisse toujours planer le doute sur l'utilisation de logiciels « optimisés », secret de polichinelle dans le milieu.

Les conclusions sur les perquisitions menées par la DGCCRF se font toujours attendre. Pour une réelle transparence, il faut imposer la levée de tous les secrets industriels et financiers afin que les salariés puissent eux-mêmes assurer un véritable contrôle.

Aucune muraille n'arrêtera notre solidarité

PSA inaugure sa 5^e usine en Chine. Que les nationalistes se rassurent : les véhicules sont destinés au marché local. PSA y possède 4 % des parts de marché mais, sur des dizaines de millions d'acheteurs potentiels, ça promet un chiffre d'affaire et des profits mirifiques. L'objectif du PDG PSA Tavares : une marge opérationnelle à 10 % en Chine d'ici 2018 (contre 7,5 % actuellement, et 6,8 % dans le groupe) et 30 % de gain de productivité en 5 ans, tout ça en exploitant les ouvriers chinois à tour de bras.

Nos collègues chinois auront toutes les raisons de faire rendre gorge à la voracité des patrons français... qui sont justement nos pires ennemis ici.

Imposons l'interdiction des licenciements

La direction du groupe Alstom, ultra bénéficiaire, vient d'annoncer la liquidation du site de Belfort : plus de 500 salariés. L'État, actionnaire à 20 %, prétend par la voix du gouvernement n'avoir rien vu venir. Fermeture ? Non, dit la direction d'Alstom, puisqu'il restera sur le site... 40 salariés ! Plan social ? Non, dit-elle encore, les salariés se verront proposer des mutations bidon sur d'autres sites loin de chez eux ; mais s'ils refusent, bien sûr, ce sera la porte !

Ministres et ex-ministres du gouvernement Hollande se partagent les rôles entre ceux qui, comme Valls, prétendent sauver le site aux frais du contribuable et au grand bénéfice des patrons et ceux qui, comme Macron, affirment que l'État pourtant détenteur du pouvoir... ne peut rien faire.

Une chose est sûre, pour interdire les licenciements dans toutes les entreprises qui gavent les exploités, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes !